



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER

*Service interministériel
d'animation des politiques publiques
Pôle environnement et transition énergétique*

ARRÊTÉ N° 41-2020-02-21-001

Mettant en demeure la société AXEREAAL de respecter les prescriptions réglementaires applicables au silo de stockage de céréales, à l'installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et l'installation de stockage de produits phytosanitaires qu'elle exploite à MER

**Le Préfet de Loir-et-Cher,
Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur,
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 512-3, L. 514-5, R. 511-9 et son annexe (nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ;

Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de monsieur Yves ROUSSET en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif à la prévention des risques présentés par les stockages d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium soumis à autorisation au titre de la rubrique 4702 et les stockages de produits soumis à autorisation au titre de la rubrique 4703 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2005 modifié portant prescriptions complémentaires sur les dépôts exploités par la Société Coopérative LIGEA rue du Mardeau sur la commune de MER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 portant prescriptions applicables au silo « coque » de stockage de céréales exploité par la société AXEREAAL sur la commune de MER ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 9 décembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 10 janvier 2020, reçu le 16 janvier 2020 en Préfecture de Loir-et-Cher ;

Considérant que lors de la visite du 20 novembre 2019 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- la porte destinée à assurer le découplage entre la tour de manutention et l'espace sur-cellules s'ouvre depuis la tour vers l'espace sur-cellules, alors que la note technique

n'apporte aucun élément permettant de justifier quantitativement de la résistance de la porte à la surpression maximale dans la tour ;

- un stockage d'engrais classé est en appui sur une paroi métallique (caractéristiques inférieures à EI 120) et de plus ajourée au-dessus du haut des tas d'engrais. De l'autre côté de cette paroi sont stockés des produits combustibles (semences et palettes) ;*
- la distance minimale de 30 centimètres à conserver entre le haut du tas d'engrais en contact avec la paroi et le haut de la paroi de séparation des cases n'était pas matérialisé pour certaines cases. Cette distance n'est pas respectée pour une case de Sulfostar 20 18 00 (4702-IV) ;*

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.4 et 3.13 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 susvisé et aux articles 7.5.1 b) et 11.1.3 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAAL de respecter les prescriptions des articles 3.4 et 3.13 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007 susvisé et des articles 7.5.1 b) et 11.1.3 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement liée aux conditions d'exploitation et d'entretien des silos :

- un risque d'explosion en raison de la présence de poussières en quantité importante dans l'espace sur-cellules et de la présence de grains en quantité importante dans la galerie de reprise, alors même que l'étude de dangers susvisée exclut certains scénarios d'accident en considérant que les procédures de nettoyage mises en œuvre par l'exploitant sont de nature à éviter toute accumulation de poussière ou de grains dans ces espaces ;
- un risque de propagation d'une éventuelle explosion primaire de la tour de manutention vers l'espace sur-cellules en raison du sens d'ouverture de la porte ; à noter que ce risque est majoré par l'état d'empoussièrement de l'espace sur-cellules ;

Considérant la présence de la rue du Mardeau en bordure du silo « coque » ;

Considérant la gravité des atteintes aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liée à l'aménagement et aux conditions d'exploitation de l'installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium :

- un risque de propagation d'un éventuel incendie du local d'entreposage de matières combustibles vers les engrais classés, pouvant conduire à la formation d'une phase fondue, avec un risque de détonation ;
- un risque de mélange entre deux engrais différents, avec un risque de déstabilisation chimique de ces matières ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRETE

Article 1 – La société coopérative agricole AXEREAL exploitant un silo de stockage de céréales, une installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et une installation de stockage de produits phytosanitaires sis rue du Mardeau à MER est mise en demeure de respecter les dispositions de **l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007** susvisé **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 2 – La société coopérative agricole AXEREAL exploitant un silo de stockage de céréales, une installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et une installation de stockage de produits phytosanitaires sis rue du Mardeau à MER est mise en demeure de respecter les dispositions de **l'article 3.13 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2007** susvisé **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 3 – La société coopérative agricole AXEREAL exploitant un silo de stockage de céréales, une installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et une installation de stockage de produits phytosanitaires sis rue du Mardeau à MER est mise en demeure de respecter les dispositions de **l'article 7.5.1 b) de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010** susvisé **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 4 – La société coopérative agricole AXEREAL exploitant un silo de stockage de céréales, une installation de stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium et une installation de stockage de produits phytosanitaires sis rue du Mardeau à MER est mise en demeure de respecter les dispositions de **l'article 11.1.3 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010** susvisé **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 5 – Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'ORLEANS, 28, rue de la Bretonnerie 45057 ORLÉANS CÉDEX 1, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles [L. 211-1](#) et [L. 511-1](#) dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut également être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 7 - Le présent arrêté sera notifié à la société AXEREAL. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher et publié sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de MER,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire.

Article 8 – Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, Monsieur le Maire de MER et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre – Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.

Blois, le **21 FEV. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Roman DELMON